

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 6-10 novembre 2006

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

**Point 9 de l'ordre du
jour**

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2006/9-A/1
29 septembre 2006
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT BURUNDI 10528.0

**Aide à la stabilisation et au redressement
du Burundi: protéger et créer des moyens
de subsistance tout en améliorant l'état
nutritionnel des plus vulnérables**

Nombre de bénéficiaires	1 200 000
Durée du projet	24 mois (1er janvier 2007–31 décembre 2008)
Quantité de produits fournis par le PAM	145 948 tonnes
Coût (dollars É.-U.)	
Coût des produits alimentaires pour le PAM	50 303 067
Coût total pour le PAM	117 848 544

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODK: M. H. Arthur tél.: 066513-2034

Attachée de liaison principale, ODK: Mme F. Nabulsi tél.: 066513-2385

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

RESUME

Le Burundi est un petit pays sans littoral qui sort de dix ans de conflit intérieur. Depuis 1994, 300 000 personnes ont trouvé la mort; 1,4 million de personnes ont dû se déplacer à l'intérieur du pays ou se réfugier à l'étranger. Le pays est l'un des plus pauvres et des moins avancés au monde et se classe au 169e rang sur 175 selon l'indicateur de développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement. Le produit intérieur brut par habitant a chuté de 180 dollars É.-U. en 1993 à 110 dollars en 2003. Sur une population de 7,6 millions d'habitants, la proportion d'individus jouissant de la sécurité alimentaire ne dépasse pas 16 pour cent. Le pays a surtout bénéficié d'interventions d'urgence qui ont certes permis de sauver des vies, mais la misère et la vulnérabilité s'aggravent et les actifs productifs s'affaiblissent.

En 2000, le processus de paix d'Arusha a ouvert la voie à des changements importants, notamment l'élection de Pierre Nkurunziza à la présidence en 2005 et la conclusion d'accords de paix solides entre tous les combattants, excepté le Front national de libération. Tous les autres acteurs semblent totalement acquis à la paix; s'ils réussissent, le Burundi pourra s'investir dans le développement à plus long terme.

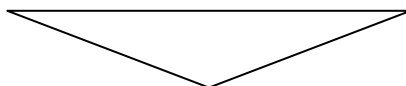
En 2006, le PAM, d'autres institutions des Nations Unies, le Gouvernement, des donateurs et des organisations non gouvernementales ont reconsidéré les besoins, les priorités et les stratégies. Selon la mission d'analyse des programmes et la mission conjointe d'évaluation des besoins menée en avril 2006 par le PAM, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, un réaménagement des programmes est souhaitable. Les évaluations ont montré que la persistance de l'insécurité alimentaire imposait une intervention et qu'il fallait passer progressivement des secours ciblés à des activités de redressement pour les provinces les plus frappées par l'insécurité alimentaire et les groupes vulnérables. L'évaluation globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité conduite en 2004 sera mise à jour pour le milieu de l'année 2007. L'élaboration des programmes s'inspirera également d'une étude sur le commerce et les marchés des produits de base (septembre 2006), et d'une étude sur le marché de l'emploi (début 2007).

L'aide alimentaire permettra aux ménages en situation d'insécurité alimentaire d'investir dans le développement des moyens de subsistance ruraux, la nutrition et l'éducation. L'assistance aux réfugiés, aux demandeurs d'asile et aux rapatriés se poursuivra. Les ménages sélectionnés sur la base des évaluations conjointes et des demandes du Gouvernement bénéficieront d'une aide ciblée; soixante-dix pour cent des ressources seront affectées aux provinces du Nord et du Nord-Est les plus exposées à l'insécurité alimentaire. Il conviendra en priorité de renforcer les institutions et les communautés et d'intégrer les problèmes liés à la condition féminine et au VIH/sida dans les activités. Les programmes conçus dans un esprit de collaboration comporteront des activités de développement intégré à plus long terme, favorisant la réduction progressive et le retrait de l'aide alimentaire.



L'intervention prolongée de secours et de redressement correspond au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement du Burundi de 2005 à 2007 et répond aux objectifs des Nations Unies du Millénaire pour le développement en matière d'éducation, d'égalité entre les sexes, de mortalité infantile, de santé maternelle et de lutte contre le VIH/sida. Elle appuie les priorités du Gouvernement définies dans le document final de stratégie pour la réduction de la pauvreté.

PROJET DE DECISION*



Le Conseil approuve l'IPSR Burundi 10528.0 "Aide à la stabilisation et au redressement du Burundi: protéger et créer des moyens de subsistance tout en améliorant l'état nutritionnel des plus vulnérables" (WFP/EB.2/2006/9-A1).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" (document WFP/EB.2/2006/16) publié à la fin de la session du Conseil.



ANALYSE DE LA SITUATION

Contexte général

1. Treize années de guerre civile ont entraîné une dégradation de la situation socio-économique; la plupart des Burundais sont à présent exposés à l'insécurité alimentaire. Le produit intérieur brut (PIB) par habitant a chuté de 180 dollars en 1993 à 110 dollars en 2003. La pauvreté affecte la plupart des habitants: 58 pour cent d'entre eux vivent avec moins de un dollar et 89 pour cent avec moins de 2 dollars par jour. Les niveaux d'instruction sont bas: le taux d'alphabétisation des adultes atteint 59 pour cent, le taux de scolarisation net pour le primaire 57 pour cent et le taux de scolarisation des filles 52 pour cent. Les dépenses de santé de 16 dollars par personne et par an figurent parmi les plus basses au monde. L'espérance de vie à la naissance ne dépasse pas 44 ans. La prévalence du VIH/sida s'élève à 3,3 pour cent¹.
2. En 2005, le pays comptait 7,6 millions d'habitants, avec une croissance démographique de 3,4 pour cent par an. La population a augmenté d'un million de personnes depuis 2001. La densité de population atteint 250 habitants au kilomètre carré et se classe au deuxième rang dans le continent africain.
3. En 2000, le processus de paix d'Arusha a ouvert une période de transition politique qui a débouché sur une mission de maintien de la paix des Nations Unies en juin 2004 et sur l'élection à la présidence de Pierre Nkurunziza organisée sous l'égide des Nations Unies en août 2005.
4. La paix demeure fragile. En juin 2006, des combats sporadiques ont repris autour de Bujumbura. L'Afrique du Sud et la République-Unie de Tanzanie ont facilité les négociations entre le mouvement rebelle du Front national de libération (FNL) et le Gouvernement. Un accord durable permettrait d'amorcer sérieusement le redressement et le développement à long terme du pays.
5. Depuis 1993, le conflit a causé la mort de 300 000 personnes; 880 000 personnes ont dû se déplacer à l'intérieur du pays et 100 000 d'entre elles ne regagneront peut-être jamais leurs foyers. En outre, 575 000 Burundais se sont installés dans des camps de réfugiés en République-Unie de Tanzanie; depuis 2002, 300 000 émigrés sont rentrés dans leur pays et 125 000 devraient les suivre au cours des deux prochaines années².

Situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition

6. Le Burundi jouissait d'une sécurité alimentaire relative jusqu'en 1993. Aujourd'hui, l'insécurité alimentaire domine: le déficit alimentaire moyen varie de 300 000 à 400 000 tonnes par an. Plus de 90 pour cent de la population vit de l'agriculture de subsistance mais l'agriculture ne fournit même pas 50 pour cent du PIB³.

¹ Gouvernement du Burundi. 2003. Document provisoire de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP); Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA). 2006. *HIV/AIDS and Life Expectancy*. Toutes les autres statistiques proviennent du Rapport sur le développement humain de 2005 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

² Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

³ IPSR temporaire, Ministère de l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et PAM.



7. Le pays passe actuellement de la phase d'urgence au redressement et au développement. Les violences liées au conflit ne constituent plus la principale cause de l'insécurité alimentaire des ménages, sauf dans quelques îlots situés dans la province de Bujumbura-rural, où le problème persiste.
8. D'autres facteurs sont aujourd'hui à l'origine de l'insécurité alimentaire: le manque de moyens de subsistance de remplacement et l'insuffisance de la production alimentaire; la forte densité de population, qui fait des ressources naturelles et des terres cultivables l'enjeu d'une forte compétition; et les exploitations trop petites pour satisfaire les besoins alimentaires des ménages, encore accrus par le retour des réfugiés et des personnes déplacées. Les parasites et les maladies affectent de plus en plus gravement les cultures de manioc et de bananes, d'aliments de base de la population; les récoltes de manioc ont accusé une chute de 70 pour cent. La baisse de la fertilité des sols, les méthodes de culture inadaptées et la pénurie d'intrants, notamment de semences de qualité, réduisent encore les rendements.
9. Le Burundi a subi une série de sécheresses successives depuis 2000. En 2006, le Gouvernement a décrété l'état d'urgence et a demandé une aide humanitaire en faveur de 1,7 million de personnes touchées par la sécheresse dans les provinces du Nord et du Nord-Est (les plus exposées à l'insécurité alimentaire).
10. La production alimentaire ne dépasse pas les niveaux enregistrés avant 1993. En raison de la forte croissance démographique, la production par habitant a reculé de 24 pour cent depuis 1993⁴.
11. Vingt pour cent des ménages burundais ont été déplacés ou se composent de rapatriés⁵. Leurs moyens de subsistance ayant été désorganisés ou anéantis, ils restent extrêmement vulnérables; 600 000 orphelins⁶, principalement dans les zones touchées par le conflit, constituent une charge supplémentaire pour les communautés pauvres.
12. La plupart des ménages n'ont pas accès à une nourriture suffisante et nourrissante. Seulement 16 pour cent de la population sont considérés comme jouissant de la sécurité alimentaire⁷; 16 pour cent souffrent d'insécurité alimentaire chronique; 68 pour cent y sont particulièrement exposés. Dans les provinces du Nord et du Nord-Est, 20 à 30 pour cent des foyers sont en situation d'insécurité alimentaire grave: ils consomment à peine un aliment de base par jour, doivent acheter des aliments et comptent sur le travail journalier pour se procurer au maximum 3500 kilocalories par jour pour toute la famille. Ils se rabattent donc sur des stratégies de survie précaires et destructrices. La vulnérabilité atteint son point culminant durant les périodes de soudure d'octobre-décembre et de mars-mai.
13. La malnutrition constitue un problème majeur: outre l'apport alimentaire insuffisant et peu varié, les causes profondes du phénomène incluent des modes d'alimentation inadéquats et une forte morbidité. Le taux de malnutrition aiguë globale s'est stabilisé à 6,5 pour cent, avec des variations saisonnières et agro-écologiques. Le taux de malnutrition chronique s'établit à 44 pour cent au plan national. Les taux élevés de retard de croissance enregistrés dans les provinces du Nord et du Nord-Est — 57 pour cent à Ngozi et 53 pour cent à Kirundo — laissent présager des problèmes de santé publique et de nutrition

⁴ Mission d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires, menée par la FAO et le PAM, 2006.

⁵ Enquête nationale sur la nutrition, Gouvernement du Burundi/PAM/UNICEF, septembre 2005.

⁶ Enquête nationale sur la nutrition, Gouvernement du Burundi/PAM/UNICEF, septembre 2005.

⁷ PAM, Évaluation approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité, 2004. Enquête sur la nutrition nationale, UNICEF, 2006.



à plus long terme. La prévalence de l'anémie est de 31 pour cent chez les mères et de 56 pour cent chez les enfants de moins de cinq ans. Le taux national d'infection à VIH et sida reste relativement faible (3,3 pour cent) mais il atteint 15 à 20 pour cent chez les enfants souffrant de malnutrition grave accueillis dans les centres thérapeutiques⁸.

Conjoncture

14. Les années 2007 et 2008 constitueront une étape décisive dans la transition du Burundi vers un développement à long terme plus durable. Il faut espérer une situation politique plus stable, le retour de nombreux réfugiés et des progrès dans la lutte contre la mosaïque du manioc.
15. Le processus de paix en cours devrait aboutir à une stabilité propice au redressement. L'aide internationale demeure indispensable; l'installation d'une mission intégrée des Nations Unies, qui succédera à la mission de maintien de la paix des Nations Unies après décembre 2006, est de bon augure.
16. Les tensions politiques persistent au Burundi et dans la République démocratique du Congo (RDC), pays limitrophe. Une reprise du conflit semble peu probable, mais les plans d'avenir doivent envisager cette possibilité. Des tensions continueront de freiner les mouvements des réfugiés et des rapatriés.
17. Le moment est venu de réorienter l'approche-programme, en réduisant les interventions d'urgence au profit des activités de redressement.
18. L'insécurité alimentaire demeure grave et la vulnérabilité ne disparaîtra pas de sitôt. En raison de la misère et des menaces externes —comme les sécheresses et les maladies des végétaux— une grande partie de la population restera exposée à l'insécurité alimentaire.

POLITIQUES, CAPACITES ET ACTIONS DU GOUVERNEMENT ET DES AUTRES ACTEURS

Politiques, capacités et actions du Gouvernement

19. Le Gouvernement achève le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), dont la mise en œuvre devrait démarrer en 2007, en mettant l'accent sur la sécurité, la justice, les droits de l'homme, les problèmes de terres, la bonne gouvernance, l'équité et l'accès aux ressources. Le DSRP permettra au Burundi de participer à l'initiative renforcée d'allègement de la dette des pays pauvres très endettés. Le Gouvernement a également établi une étude prospective du développement à long terme —"Burundi 2025"— et un plan de développement décennal fondé sur les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).
20. Avec le soutien de l'Union européenne, le Gouvernement actualise les politiques nationales concernant les ressources naturelles, l'environnement et la gestion du secteur agricole.

⁸ Enquête sur la nutrition nationale, Gouvernement du Burundi/PAM/UNICEF, septembre 2005.



Politiques, capacités et actions d'autres acteurs importants

21. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour la période 2005–2007 s'inspire des objectifs du DSRP intérimaire, en retenant cinq priorités stratégiques: i) la paix et la gouvernance; ii) la réinsertion sociale et économique; iii) la réduction de la pauvreté et la croissance économique; iv) l'accès à des services sociaux de base de qualité; et v) le VIH/sida. Le cycle de programmation du PNUAD s'alignera sur celui du nouveau DSRP et englobera des éléments essentiels de la mission intégrée des Nations Unies.
22. La Banque mondiale finance des projets de grande envergure, notamment le projet de relèvement et de soutien de l'agriculture, des projets d'infrastructures et de travaux publics, le soutien de l'éducation et le développement communautaire.

Coordination

23. Le Comité national de coordination de l'aide (CNCA), qui travaille depuis avril 2006, assure la collaboration avec les Ministères de la solidarité, de l'agriculture, de l'intérieur, des relations extérieures et de la planification. À terme, des groupes thématiques composés de donateurs, d'organismes des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales (ONG) remplaceront le dispositif de coordination intersectorielle à l'échelon national mis en place par les organismes humanitaires à Bujumbura.
24. Un comité humanitaire interorganisations, présidé par le Coordonnateur des opérations humanitaires des Nations Unies, est chargé de superviser le processus d'appels communs. En 2007, la mission intégrée des Nations unies regroupera tous les organismes des Nations Unies qui oeuvrent pour renforcer la paix durable, la sécurité et le développement, et conformes à la réforme des Nations Unies et aux priorités du DSRP.

OBJECTIFS DE L'ASSISTANCE DU PAM

25. Cette intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) a pour objectif de soutenir le processus de transition, en renforçant les moyens de subsistance ruraux et en améliorant l'état nutritionnel des groupes vulnérables. L'aide aux réfugiés et aux rapatriés se poursuivra. Des distributions de secours seront entreprises en fonction des évaluations préalables et des demandes du Gouvernement.
26. Les principaux objectifs se définissent comme suit: i) apporter une aide humanitaire aux personnes victimes de la sécheresse et des conflits, selon les besoins; ii) protéger et renforcer les moyens de subsistance, et accroître la résistance aux chocs des ménages vulnérables dans les zones les plus exposées à l'insécurité alimentaire; iii) améliorer l'état nutritionnel et sanitaire des enfants, des mères, des personnes vivant avec le VIH/sida, et d'autres groupes vulnérables; et iv) promouvoir l'accès à l'éducation, notamment pour les filles.
27. L'IPSR participe à la réalisation des objectifs du PAM 1, 2, 3 et 4, s'inscrit dans la ligne du PNUAD et prend en compte les OMD en matière d'éducation, d'égalité entre les sexes, de mortalité infantile et de santé maternelle; elle répond aux priorités gouvernementales exprimées dans le projet actuel de DSRP.

STRATEGIE D'INTERVENTION DU PAM

Nature et efficacité de l'aide apportée à ce jour en matière de sécurité alimentaire

28. Les programmes des dix dernières années ont mis l'accent sur la réponse aux besoins et aux chocs. Des distributions générales de vivres à des populations ciblées sur la base d'estimations rapides effectuées en partenariat avec la FAO et d'autres parties prenantes ont permis de sauver un grand nombre de vies.
29. Dans le cadre des activités de redressement, le PAM, la FAO et les partenaires ont créé des actifs au niveau des ménages et des communautés, notamment des infrastructures rurales et des terres agricoles bonifiées. Des distributions de semences et d'outils, la lutte contre le virus de la mosaïque du manioc et la remise en état de routes et de logements ont été organisés. Malheureusement, l'insuffisance des ressources a souvent entravé ces activités de redressement et obligé à donner la priorité aux secours d'urgence.

Schéma de stratégie

⇒ *Protection et renforcement des moyens de subsistance à l'aide d'activités de secours et de redressement*

30. **Programme de secours ciblé en faveur des ménages vulnérables vivant dans les zones sélectionnées durant la période de soudure.** Les distributions de vivres ciblées se concentreront sur les provinces du Nord et du Nord-Est les plus exposées à l'insécurité alimentaire, qui sont le plus durement frappées par la sécheresse et les maladies des végétaux. Elles auront lieu pendant les saisons de soudure d'octobre–décembre et de mars–mai. Le PAM distribuera des rations destinées à protéger les semences aux ménages les plus vulnérables auxquels la FAO fournit des semences et des outils; il s'agit de soulager la faim en maintenant l'aide jusqu'à la prochaine récolte, afin d'empêcher les ménages de consommer les semences et de prévenir la migration et les expédients de survie négatifs, tels que la vente précipitée des avoirs familiaux et des biens de production.
31. **Programmes de redressement dans les zones exposées à l'insécurité alimentaire.** Les activités de redressement constitueront un filet de sécurité pour les populations exposées à l'insécurité alimentaire chronique, notamment les projets Vivres contre travail (VCT), l'alimentation scolaire et des interventions nutritionnelles. Les activités VCT préserveront et créeront des actifs productifs en améliorant la productivité, en bonifiant les terres, en protégeant l'environnement et en remettant en état les routes rurales. Pour ne pas gêner les travaux agricoles, elles se dérouleront pendant des saisons bien définies. Le PAM s'inspirera des méthodes novatrices dans d'autres pays par lui-même, les donateurs et les partenaires, et il les adaptera. Il conduira des interventions pilotes afin de démontrer les avantages de la remise en état et de la conservation générales des terres, qui tirent parti des méthodes et des contributions de la Banque mondiale, des ONG et des partenaires des Nations Unies. Les zones d'activité seront sélectionnées à l'échelle des communes et le choix des sites se fondera sur un ensemble de critères sociaux, agro-écologiques et paysagers.



32. **Programmes sanitaires et nutritionnels.** Le PAM distribuera des rations aux enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition et à leur mère dans 200 centres d'alimentation complémentaire et 20 centres d'alimentation thérapeutique gérés par des ONG internationales. Cette aide viendra compléter les distributions ciblées effectuées dans les provinces du Nord et du Nord-Est fortement exposées à l'insécurité alimentaire, et sera aussi destinée à lutter contre la malnutrition modérée à grave dans les ménages extrêmement vulnérables d'autres régions. Le PAM soutiendra la prise en charge progressive de ces centres par les autorités sanitaires des provinces.
33. Compte tenu du taux élevé de malnutrition chronique lourde et d'insuffisance pondérale à la naissance, des programmes pilotes de santé maternelle et infantile (SMI) ont été lancés en 2005 en collaboration avec le Gouvernement, pour encourager les femmes à fréquenter les consultations prénatales et postnatales. Ces programmes ont été élargis en 2006 aux communes de Muyinga, Kirondo et Makamba. Les rations sont distribuées aux femmes enceintes et aux mères allaitantes durant les six mois précédant et les six mois suivant l'accouchement. Le PAM s'associera également avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et l'UNICEF pour fournir une aide complémentaire, notamment des services de déparasitage. Il s'inspirera pour ce faire de l'examen thématique des interventions nutritionnelles appuyées par le PAM à l'attention des femmes et des enfants réalisé en 2006.
34. Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) finance 25 centres dans lesquels des patients vivant avec le VIH/sida reçoivent un traitement anti-rétroviral (ARV). Tous les patients souffrant d'insécurité alimentaire bénéficieront d'une ration complète d'aliments enrichis durant les neuf premiers mois décisifs de traitement. À l'heure actuelle, cette aide touche 6 500 patients et il est prévu de porter ce nombre à 7 500 en 2007 et 2008.
35. **Aide humanitaire aux réfugiés et aux rapatriés.** La mission d'évaluation conduite en juin 2005 par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le PAM a démontré que l'aide alimentaire constituait la principale source de nourriture de la plupart des réfugiés et a recommandé de fournir une ration complète de 2 100 kilocalories par personne et par jour. Les projections font prévoir un effectif de 8 000 réfugiés en 2007 et 5 000 en 2008. Le PAM fournira également des rations alimentaires aux demandeurs d'asile recensés par le HCR.
36. Le HCR prévoit que 70 000 burundais réfugiés en République-Unie de Tanzanie rentreront dans leur patrie en 2007 et 55 000 en 2008. L'aide aux rapatriés comprend la fourniture d'un colis alimentaire durant les trois mois qui suivent leur retour et des interventions destinées à protéger et à renforcer les actifs productifs des ménages et des communautés. Une mission conjointe d'évaluation des besoins destinée à étudier la réinsertion et les besoins à plus long terme des rapatriés en provenance de Tanzanie doit être organisée entre octobre et décembre 2006.
37. **Vivres pour l'éducation (VPE).** Le Gouvernement du Burundi a souscrit à la déclaration sur l'Éducation pour tous. En 2005, l'enseignement primaire a été déclaré gratuit et obligatoire pour tous; cette mesure devrait accroître la scolarisation et la fréquentation dans le cycle primaire et réduire les écarts entre les sexes et les disparités géographiques.

38. L'alimentation scolaire a débuté en 2001 dans les provinces présentant de faibles taux d'assiduité, des écarts importants entre garçons et filles, des taux d'abandon élevés et une forte insécurité alimentaire, et comptant de nombreux rapatriés ou des personnes déplacées. Cette activité —fourniture d'un repas chaud par le PAM— touche déjà 200 000 élèves dans 180 écoles primaires et devrait atteindre 320 000 élèves dans 250 écoles primaires en 2007 et 2008. Elle concerne actuellement quatre provinces exposées à l'insécurité alimentaire, Karuzi et Kirundo, où la sécheresse sévit, et Rutana et Makamba, qui comptent une proportion élevée de rapatriés; elle sera élargie à d'autres écoles de ces districts et aux deux provinces du Nord-Est, Cankuzo et Ruyigi, qui accueillent un nombre important de rapatriés et ont des taux de scolarisation bas. Pour encourager la fréquentation des filles, une ration supplémentaire à emporter leur sera distribuée (de la quatrième à la sixième année d'études) dans les zones où l'écart des inscriptions entre garçons et filles dépasse 15 pour cent.

Stratégie de retrait

39. Le programme de redressement mettra en place un filet de sécurité pour les personnes exposées à l'insécurité alimentaire chronique, en les rendant progressivement moins tributaires des secours; à cette fin, il faudra construire des actifs de production matériels et améliorer la scolarisation, la fréquentation et les résultats scolaires. Le PAM favorisera le passage à un système d'allocations en espèces versées par d'autres partenaires, dès que la situation du marché, les capacités d'exécution et les ressources en espèces disponibles au plan local le permettront. Ces orientations sont compatibles avec le nouveau DSRP. Le calendrier de retrait sera fondé sur des analyses de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité.
40. Le Gouvernement a l'intention d'intensifier sa participation aux interventions nutritionnelles et de les prendre en charge. Les interventions d'alimentation complémentaire et thérapeutique devraient devenir de moins en moins nécessaires à mesure que la stabilité et le redressement progresseront mais en raison des taux élevés de retard de croissance et de malnutrition chronique, les programmes de santé et de nutrition maternelle et infantile devront peut-être être poursuivis pendant un certain temps.
41. À mesure que la situation se stabilisera dans la région des Grands Lacs, l'aide aux réfugiés et aux rapatriés diminuera.

BENEFICIAIRES ET CIBLAGE

42. Le ciblage et la sélection des bénéficiaires seront fondés sur cinq zones définies à partir de régions agro-écologiques et de paramètres socio-économiques (voir annexe IV). Les zones identifiées associent des moyens de subsistance menacés à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire. Environ 70 pour cent des ressources seront destinées aux provinces les plus exposées à l'insécurité alimentaire du Nord et du Nord-Est du pays.
43. Le ciblage est conforme aux recommandations de la mission conjointe d'évaluation des besoins PAM/HCR/FAO, et concentre l'aide sur les plus vulnérables (voir tableau 1). Il s'inspirera de la méthodologie et des conclusions de l'examen thématique du PAM sur le ciblage dans les situations de secours (2006).

TABLEAU 1. CIBLAGE DES INTERVENTIONS DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT, PAR ZONE ET PAR AN					
Zone	% de ménages exposés à une insécurité alimentaire grave	Caractéristiques		% de ménages ciblés pour les activités de secours et de redressement	
				2007	2008
1	20-30	Extrême pauvreté Densité de population élevée Petites exploitations et superficie cultivée insuffisante Maladies de végétaux, dont mosaïque du manioc Mauvaises conditions climatiques	Effets très graves de la sécheresse et de la maladie des végétaux Grand nombre de rapatriés	Secours: 20 Redressement: 5	Secours: 15 Redressement: 10
2			Principalement insécurité alimentaire chronique	Secours: 10 Redressement: 15	Secours: 10 Redressement: 15
3	10-20	Précipitations irrégulières récurrentes et périodes de sécheresse ces dernières années Pourcentage élevé de rapatriés	Sécheresse	Secours: 10 Redressement: 5	Secours: 5 Redressement: 10
4			Insécurité alimentaire chronique	Redressement: 10 Activités pilotes VCT/travail contre espèces	Redressement: 10
5	Moins de 10	Meilleure sécurité alimentaire sauf dans les Zones localisées de conflit de Bujumbura-rural	Îlots d'insécurité Îlots abritant de nombreux réfugiés	Redressement: 5 (rapatriés) Secours ciblés pour les ménages vulnérables affectés par le conflit	

44. Le ciblage au niveau des communautés permettra de sélectionner les ménages les plus vulnérables au plan local. Les ménages ne disposant que de terres, de bétail et de main-d'oeuvre limités, parce qu'ils sont dirigés par une femme ou comptent des membres malades ou invalides seront admis à bénéficier d'une aide; la malnutrition des enfants servira également de critère.
45. Les chefs de colline secondés par leurs conseils de colline, représentants élus démocratiquement au niveau des inscriptions inférieures aux communes, dresseront les listes des bénéficiaires. Avant toute distribution, les listes seront approuvées publiquement par une assemblée de la population de la colline en présence d'un contrôleur du PAM ou d'un partenaire d'exécution, et elles pourront être amendées ou commentées.
46. L'aide atteindra son volume maximum durant les saisons de soudure d'octobre-novembre et de mars-mai.

TABLEAU 2. BÉNÉFICIAIRES PAR AN⁹						
Catégorie de bénéficiaires	Première année (2007)			Deuxième année (2008)		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
1. Secours						
Distributions ciblées	241 000	250 000	491 000	152 000	158 000	310 000
Alimentation complémentaire et thérapeutique	62 000	65 000	127 000	56 000	59 000	115 000
Total	253 000	263 000	516 000	163 000	170 000	333 000
2. Réfugiés et rapatriés						
Réfugiés/demandeurs d'asile	8 000	10 000	18 000	4 500	5 500	10 000
Colis de retour	37 000	38 000	75 000	25 000	26 000	51 000
Total	45 000	48 000	93 000	30 000	31 000	61 000
3. Redressement						
VCT	247 000	258 000	505 000	292 500	305 000	597 500
Alimentation scolaire	120 000	147 000	267 000	142 000	173 000	315 000
SMI		62 000	62 000		62 000	62 000
Traitement ARV pour VIH/sida	3 500	4 000	7 500	3 500	4 000	7 500
Total	370 500	471 000	841 500	438 000	544 000	982 000
Total cumulé	668 500	782 000	1 450 500	631 000	745 000	1 376 000
Total, sans double-comptage	569 000	661 000	1 230 000	526 000	618 000	1 144 000

47. Le PAM affinera le ciblage en s'appuyant sur les missions semestrielles d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires menées conjointement par lui, la FAO, l'UNICEF et le Gouvernement, et sur les missions annuelles d'évaluation menées conjointement avec le HCR. Si nécessaire, d'autres évaluations viendront compléter les informations du système interorganisations d'alerte rapide en cas de famine.

48. Le PAM actualisera l'évaluation complète de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité, et réalisera une étude des marchés commerciaux et des marchés de produits de base à partir de septembre 2006. Une étude sur le marché de l'emploi prévue pour 2007 mettra l'accent sur les moyens de subsistance ruraux et analysera les travaux complémentaires effectués par le Gouvernement, la Banque mondiale, d'autres organismes des Nations Unies et des ONG. Ces travaux orienteront la conception d'activités basées sur les produits alimentaires, les articles non alimentaires et sur les rémunérations en espèces.

⁹ Les totaux ne s'additionnent pas, car chaque bénéficiaire est comptabilisé une seule fois. **Secours**: 80 pour cent des bénéficiaires de l'alimentation complémentaire et thérapeutique font partie de familles qui reçoivent également des distributions ciblées. **Réfugiés et rapatriés**: chaque rapatrié reçoit un seul colis à son retour; 70 pour cent des membres de ce groupe sont inclus dans la distribution ciblée ou les activités VCT. **Redressement**: 20 pour cent du nombre total de bénéficiaires de l'aide au redressement reçoivent également des secours.

49. Le PAM renforcera la capacité d'analyse des organismes gouvernementaux, afin qu'ils puissent gérer au mieux la transition après conflit, conformément à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. À cette fin, il entreprendra les activités suivantes: i) l'évaluation et le suivi de la sécurité alimentaire avec le Ministère de l'agriculture et la FAO; ii) des systèmes de surveillance nutritionnelle avec le Ministère de la santé et l'UNICEF; et iii) la planification et le suivi avec le CNCA. Dans le domaine du redressement, le PAM et les ONG partenaires renforceront la capacité des communautés de concevoir et de mettre en œuvre des interventions à l'échelle locale.

EXAMEN DE LA NUTRITION ET DES RATIONS

50. Le régime alimentaire est peu varié, puisqu'il se compose principalement de tubercules et de haricots et dès qu'un choc survient, il se dégrade. Les habitants des zones rurales consomment très peu de protéines animales, d'huile et de fruits. Le mode d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants n'est pas adapté et les carences en micronutriments et en énergie protéique retardent leur développement.
51. Les rations proposées répondent à deux grands objectifs: i) fournir l'énergie d'origine protéique et les micronutriments indispensables; ii) rétribuer ou récompenser des comportements déterminés.
52. Les distributions de secours ciblées couvriront les besoins alimentaires minimaux des plus vulnérables, en particulier les personnes âgées, les femmes enceintes, les mères allaitantes et leurs enfants, les malades chroniques, et les personnes vivant avec le VIH/sida.
53. L'alimentation complémentaire vise à fournir des rations aux enfants malnutris de moins de 5 ans, ainsi qu'une ration d'appoint à leur famille afin de renforcer les effets nutritionnels. Dans le cadre de l'alimentation thérapeutique des rations alimentaires seront distribuées aux enfants malnutris de moins de 5 ans et à leur mère. Dans les centres de SMI, les femmes enceintes et les mères allaitantes recevront des rations; l'aide alimentaire offerte dans les centres de soins renforcera les effets sur la nutrition. Une ration enrichie complète sera distribuée aux personnes exposées à l'insécurité alimentaire qui sont atteintes par le VIH/sida pour compléter les neuf premiers mois de traitement ARV.
54. Les participants aux activités VCT et Vivres pour la formation (VFP) recevront des rations familiales. Les enfants inclus dans le programme d'alimentation scolaire bénéficieront d'un repas chaud à midi et les filles recevront une ration d'huile supplémentaire à emporter.

Activités	Céréales	Légumes secs	Huile	Mélange maïs-soja	Sel	Total (g)	Kcal
1) Secours ciblés	200	85	25	–	5	315	1 206
2) VCT/VPF	350	200	25	–	5	580	2 116
3) Nutrition							
Alimentation complémentaire: famille	333	–	0	–	–	333	1 167
Alimentation complémentaire: enfants	–	–	30	240	–	270	1 178
Alimentation thérapeutique	–	–	10	70	10	90	395
SMI	–	–	200	–	5	205	1 770
VIH/sida	–	–	120	333	–	453	2 327
4) Alimentation scolaire							
Repas chaud	150	100	15	–	5	270	993
Ration à emporter	–	–	120	–	–	120	1 062
5) Réfugiés/rapatriés	334	166	25	–	5	530	1 946

	Céréales	Légumes secs	Huile	Mélange maïs-soja	Sel	Total
Secours ciblés	19 224	8 170	2 403	–	481	30 278
VCT/VPF	25 958	14 833	1 854	–	371	43 016
Alim. complémentaire: famille	1 590	–	–	–	–	1 590
Alim. complémentaire: enfants	–	–	872	6 978	–	7 850
SMI	–	–	8 899	–	222	9 121
ARV pour VIH/sida	–	–	499	1 386	0	1 885
Repas chaud	17 344	11 564	1 735	–	579	31 222
Ration à emporter	–	–	8 682	–	–	8 682
Réfugiés	3 367	1 673	252	522	50	5 864
Rapatriés	4 058	2 017	304	–	61	6 440
Total	71 541	38 257	25 500	8 886	1 764	145 948

DISPOSITIFS DE MISE EN ŒUVRE

55. La sélection des sites et la planification des interventions sont effectuées avec le concours des gouverneurs de province et la participation des autorités communales, des départements techniques des provinces chargés de l'agriculture, de la santé et de l'éducation, des organismes des Nations Unies et des ONG. Le ciblage des bénéficiaires, la planification et la mise en œuvre s'appuient sur la participation des communautés.
56. Le PAM aura recours à des partenaires pour la mise en œuvre. Il travaille en collaboration avec 210 organismes, dont des ONG nationales et internationales, des organismes des Nations Unies et des bureaux provinciaux responsables de la santé, de l'éducation et de l'agriculture. Les accords de collaboration sont conclus dans le cadre des directives générales du PAM et concernent le partage des coûts, la parité hommes-femmes et la présentation des rapports requis. Les équipes de suivi du PAM assurent le suivi et évaluent l'impact des interventions.
57. Le Gouvernement s'étant engagé à améliorer l'évaluation des besoins et le suivi de l'aide, le PAM apportera son soutien aux antennes régionales du CNCA.
58. Des interventions de redressement intégrées seront réalisées à titre pilotes sur quelques sites pour faciliter une gestion et un suivi plus rigoureux. Divers partenaires y participeront, dont la Banque mondiale, des ONG et des organismes des Nations Unies. Des crédits budgétaires seront prévus pour obtenir les produits non alimentaires requis.
59. Le Bureau régional de Kampala organisera des achats régionaux de maïs, de farine de maïs, de haricots, de mélange maïs-soja et de sel au Kenya et/ou en Ouganda. Des quantités limitées d'huile de palme raffinée seront achetées au Burundi pour soutenir la production locale. L'expérience a montré qu'environ 60 pour cent du total des vivres requis pouvant être achetés dans la région. Ces vivres seront directement acheminés vers les principaux entrepôts du PAM à Ngozi et Bujumbura.
60. Le réseau de transports terrestres utilisé pour les produits provenant d'achats internationaux et de dons en nature empruntera le corridor septentrional qui passe par Mombasa, l'Ouganda et le Rwanda, et le corridor méridional qui passe par Dar-es-Salaam et le lac Tanganyika. Des crédits budgétaires ont été prévus pour favoriser la meunerie dans les pays.
61. Une fois arrivés dans les entrepôts du PAM, les vivres sont acheminés vers six points de livraison avancés (PLA), dont un partenaire assure la gestion sous contrat. Comme les capacités locales de transport sont limitées, le parc régional de camions du PAM installé au Burundi assure l'acheminement vers tous les PLA et vers la plupart des points de distribution finale.
62. Le système d'analyse, de traitement et de suivi du mouvement des produits du PAM suit toute la logistique des produits et enregistre les stocks et les mouvements des vivres. Le taux des coûts de transport terrestre, entreposage et manutention (TTEM) sera réexaminé régulièrement afin de l'adapter à l'évolution de la situation des transports.
63. Le nouveau modèle opératoire (NMO) permettra d'effectuer des achats locaux en espèces au moment opportun, afin de mieux exploiter les ressources en espèces et de réduire les risques de ruptures d'approvisionnement.

SUIVI

64. Le suivi des résultats à court et à long terme et des opérations s'appuiera sur les indicateurs habituels de l'organisation et sur d'autres paramètres si nécessaire (voir annexe III). Un outil de suivi et d'évaluation de la gestion axée sur les résultats est actuellement étudié et perfectionné de façon à obtenir des mesures des résultats de plus en plus utiles pour la gestion.
65. Des études d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV) permettront de suivre dans la durée les changements intervenant dans la vulnérabilité et les mécanismes de survie des bénéficiaires. Le système de suivi de la sécurité alimentaire exploité conjointement par le PAM, la FAO et le Gouvernement, d'autres enquêtes et des examens de données secondaires compléteront ces travaux. Des missions annuelles conjointes d'évaluation analyseront l'efficacité des programmes en faveur des réfugiés et des rapatriés. Toutes les activités de suivi et d'évaluation prendront en compte les Engagements renforcés du PAM en faveur des femmes.
66. Des données nutritionnelles sur les enfants atteints de malnutrition seront recueillies dans les centres d'alimentation et regroupées dans le système national de surveillance nutritionnelle conçu et mis en œuvre avec l'UNICEF. Les tendances enregistrées chez les bénéficiaires de l'alimentation complémentaire orienteront le choix et le ciblage des interventions avant que les taux de malnutrition n'exploient.
67. Une évaluation à mi-parcours portera sur la stratégie globale et les principaux résultats des programmes et permettra de recommander, le cas échéant, les réorientations à opérer.

ÉVALUATION DES RISQUES ET PLANIFICATION DES INTERVENTIONS D'URGENCE

Évaluation des risques

68. Le processus de paix et l'aide à la transition qu'il requiert permettraient d'espérer qu'une paix durable était désormais possible au Burundi. Or les tensions politiques et les difficultés de transition se maintiennent, avec les incertitudes qui les accompagnent. Une reprise des troubles intérieurs n'est pas à exclure, même si elle est peu probable. Le Burundi demeure exposé à l'instabilité politique intérieure et à d'autres événements perturbateurs dans la région.
69. Le redressement exige également des ressources adéquates, ce qui peut s'avérer difficile en période de postconflit, surtout si des situations d'urgence dans d'autres pays détournent l'attention et les ressources nécessaires.

Planification des interventions d'urgence

70. Il est impératif d'améliorer les systèmes d'alerte rapide et la planification des interventions d'urgence, car la région des Grands Lacs a connu de nombreuses perturbations dans le passé et le Burundi demeure dépendant d'une agriculture non irriguée.

SECURITE

71. Le PAM participe au système commun de sécurité des Nations Unies qui comprend une salle de radio, des procédures de déplacement adaptées et une veille radio 24 heures sur 24. Depuis le milieu des années 90, le Burundi est l'un des pays les plus dangereux où le PAM est présent et un système de sécurité renforcé reste en place. Le PAM emploie deux fonctionnaires chargés de la sécurité à temps plein et respecte scrupuleusement les normes minimales de sécurité opérationnelle. Le personnel et les véhicules du PAM disposent tous de talkies-walkies, de téléphones portables et d'équipements de communication complémentaires à tous les niveaux. Des plans d'évacuation sont régulièrement actualisés. Les agents du PAM et les consultants doivent obligatoirement suivre une formation en matière de sécurité. Les missions conduites dans les zones de phase 4 utilisent des véhicules blindés et escortés par des militaires burundais armés. Les conditions de sécurité devraient s'améliorer à mesure que le processus de paix progressera.

ANNEXE I

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET			
	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne (dollars)	Valeur (dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
A. Coûts opérationnels directs			
Produits ¹			
— Céréales	71 541	230	16 454 430
— Légumes secs	38 257	345	13 198 665
— Huile végétale	25 500	706	18 003 000
— Sel	1 764	80	141 120
— Mélange maïs-soja	8 886	282	2 505 852
Total des produits	145 948		50 303 067
Transport extérieur			15 154 644
Transport terrestre			19 231 568
TIEM			10 879 867
TTEM			30 111 436
Autres coûts opérationnels directs			2 460 000
Total, coûts opérationnels directs			98 029 147
B. Coûts d'appui directs			12 109 680
C. Coûts d'appui indirects (7 pour cent du total des coûts directs)			7 709 718
COÛT TOTAL POUR LE PAM			117 848 544

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif, utilisé aux fins de l'établissement du budget et de l'approbation. Le contenu peut varier en fonction de la disponibilité des produits.

ANNEXE II

BESOINS D'APPUI DIRECTS (EN DOLLARS)	
Dépenses de personnel	
Administrateurs internationaux	3 415 680
Administrateurs nationaux	700 000
Personnel national des services généraux	4 608 000
Personnel temporaire	100 000
Incitations	60 000
Consultants internationaux	160 000
Consultants nationaux	72 000
Voyages officiels du personnel	180 000
Formation et perfectionnement du personnel	44 000
Total partiel	9 339 680
Dépenses de bureau et autres coûts récurrents	
Location de locaux	240 000
Services collectifs (général)	100 000
Fournitures de bureau	200 000
Communication et services TI	150 000
Réparation et entretien du matériel	120 000
Coût d'entretien et de fonctionnement des véhicules	240 000
Autres dépenses de bureau	180 000
Services des organisations des Nations Unies	500 000
Total partiel	1 730 000
Coûts d'équipement et autres coûts fixes	
Mobilier, outils et matériel	120 000
Véhicules	600 000
Matériel télécommunications/TI	320 000
Total partiel	1 040 000
TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS	12 109 680

ANNEXE III. MATRICE DES RÉSULTATS

Chaîne de résultats (modèle logique)	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
Résultat à moyen terme 1: sauver la vie des personnes affectées par la sécheresse et les conflits		
1.1 Réduction et/ou stabilisation de la malnutrition aiguë pour une population identifiée dans les zones affectées par la sécheresse et les conflits.	1.1.1 Prévalence de la malnutrition aiguë chez les moins de 5 ans d'une population donnée, estimée au moyen du rapport poids/taille, ventilée par sexe (objectif: < 10 %).	Les organismes compétents s'occupent d'autres causes profondes de la malnutrition: épidémie de malaria, vers intestinaux, services sanitaires, eau et assainissement, production vivrière et services sociaux à disposition. Stabilité au Burundi.
1.2 Réduction et/ou stabilisation de la mortalité pour une population identifiée dans les zones affectées par la sécheresse et les conflits.	1.2.1 Taux brut de mortalité d'une population identifiée (objectif: < 1/10 000/jour pour les adultes). 1.2.2 Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans dans une population identifiée (objectif: < 2/10 000/jour pour les enfants de moins de 5 ans).	
Résultat à moyen terme 2: protéger et renforcer les moyens de subsistance et augmenter la résistance aux chocs des ménages vulnérables		
2.1 Capacité accrue de répondre aux besoins alimentaires et de gérer les chocs dans les ménages ciblés en situation de crise ou exposés aux chocs.	2.1.1 Part de la nourriture dans les dépenses des ménages bénéficiaires (objectif: 50%). 2.1.2 Alimentation variée.	Environnement stable pour que les communautés bénéficient de la formation professionnelle et des actifs créés ou remis en état. La politique du Gouvernement et les interventions des acteurs du développement demeurent favorables à la remise en état, et le redressement favorise à la régénération des terres et l'amélioration de la productivité.
Résultat à moyen terme 3: améliorer l'état nutritionnel et sanitaire des enfants, des mères, des personnes vivant avec le VIH/sida et des autres personnes vulnérables		
3.1 Niveau de malnutrition réduit chez les enfants ciblés.	3.1.1 Prévalence de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans ciblés, estimée sur la base de la taille, du poids et de l'âge, ventilée par sexe. 3.1.2 Taux de rétablissement des programmes d'alimentation complémentaire et thérapeutique (objectif: > 70 % et 75 %). 3.1.3 Taux d'abandon des programmes d'alimentation complémentaire et thérapeutique (objectif: < 15%).	D'autres causes profondes de la malnutrition et de l'anémie sont traitées: épidémie de malaria, vers intestinaux, faible production agricole. Bonne couverture de la population cible par le programme nutritionnel pour les produits alimentaires; d'autres interventions sont organisées.

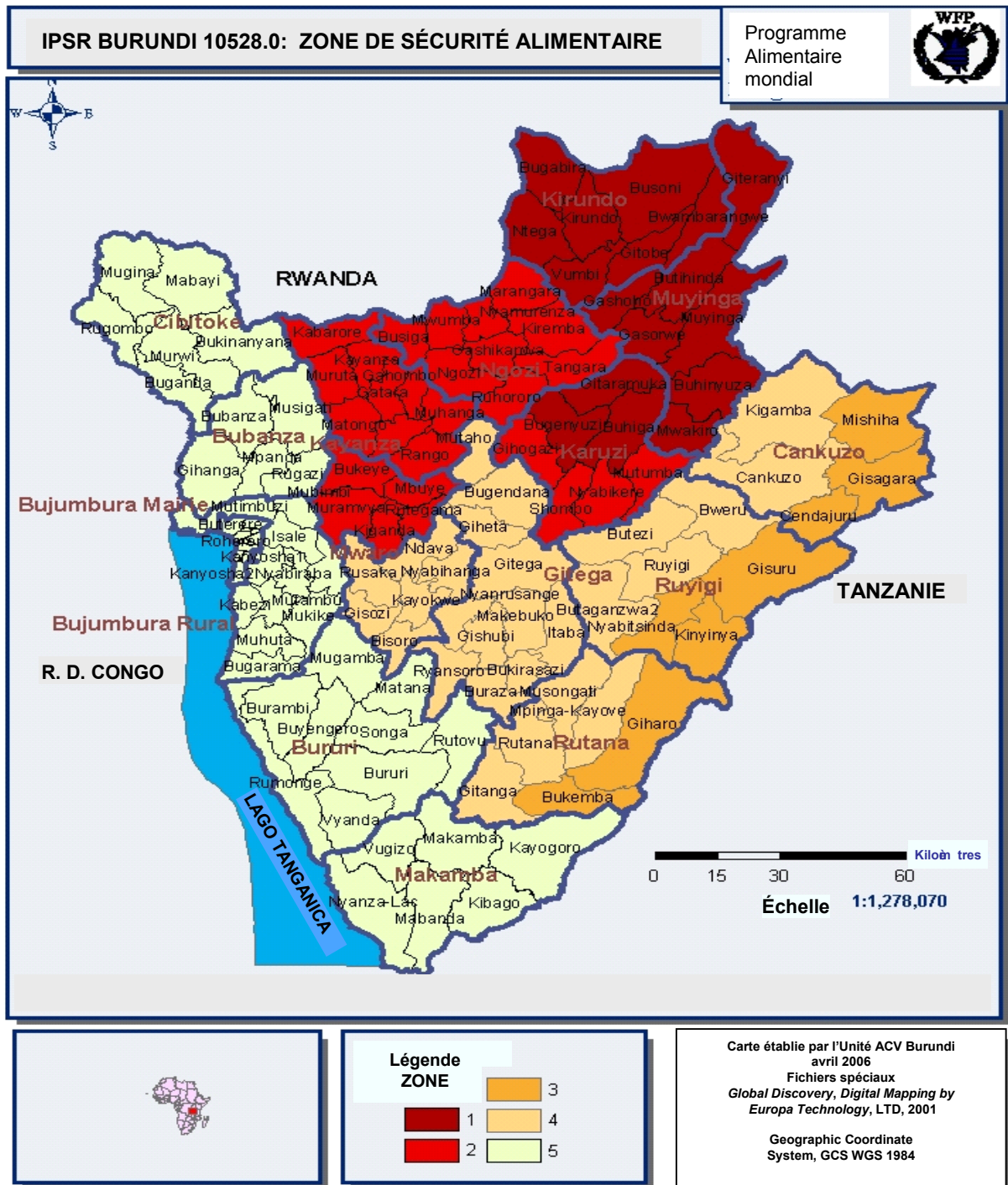


ANNEXE III. MATRICE DES RÉSULTATS

Chaîne de résultats (modèle logique)	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
3.2 Niveau de malnutrition réduit chez les femmes et dans les autres groupes vulnérables ciblés.	3.2.1. Prévalence de la malnutrition chez les femmes ciblées, estimée au moyen de l'indice de masse corporelle (IMC) (objectifs: IMC femmes > 18,5; insuffisance pondérale à la naissance > 2,5).	D'autres causes profondes de malnutrition et d'anémie sont traitées: épidémie de malaria, vers intestinaux, faible production vivrière. Bonne couverture de la population cible par le programme nutritionnel pour les produits alimentaires; d'autres interventions sont organisées.
3.3 Avantages accrus du traitement ARV.	3.3.1 Pourcentages de personnes encore en traitement au bout de 6, 12 et 24 mois. 3.3.2 Pourcentages de patients adultes présentant un IMC > 18,5 au bout de 0, 6 et 12 mois de traitement.	Disponibilité adéquate du traitement ARV.
Résultat 4: favoriser l'accès à l'éducation, notamment pour les filles		
4.1 Augmentation de la scolarisation des garçons et des filles dans les écoles appuyées par le PAM.	4.1.1 Taux de scolarisation absolu: nombres de garçons et de filles inscrits dans les écoles bénéficiant de l'aide du PAM (objectif: 315 000). 4.1.2 Taux net de scolarisation: pourcentage de garçons et de filles d'âge scolaire inscrits dans les écoles primaires appuyées par le PAM (objectifs: garçons 49 %; filles 51 %).	Les partenaires d'exécution et les autorités locales fournissent du matériel didactique pour une bonne instruction.
4.2 Accroissement de la fréquentation des garçons et des filles dans les écoles appuyées par le PAM.	4.2.1 Taux de fréquentation des garçons et des filles dans les écoles appuyées par le PAM (objectif: 90 %).	Les aliments encouragent efficacement la fréquentation scolaire.
4.3 Disparité garçons-filles réduite dans les écoles primaires appuyées par le PAM.	4.3.1 Rapport filles/garçons inscrits dans les écoles appuyées par le PAM (objectif: 1:1).	Les parents doivent faire en sorte que des repas scolaires corrects soient préparés et servis aux enfants.



ANNEXE IV



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



LISTE DE SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
ARV	Anti-rétroviral (traitement)
CNCA	Comité national de coordination de l'aide
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
ERF	Engagements renforcés en faveur des femmes
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FNL	Front national de libération
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IMC	Indice de masse corporelle
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
NMO	Nouveau modèle opératoire
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
PIB	Produit intérieur brut
PLA	Point de livraison avancé
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
RDC	République démocratique du Congo
SIDA	Syndrome de l'immunodéficience acquise
SMI	Santé maternelle et infantile
TIEM	Transport intérieur, entreposage et manutention
TTEM	Transport terrestre, entreposage et manutention
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	Vivres contre travail
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
VPE	Vivres pour l'éducation
VPF	Vivres pour la formation

